

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS63/1

G/ADP/D4/1

9 décembre 1996

(96-5139)

Original: anglais

## ETATS-UNIS - MESURES ANTIDUMPING A L'IMPORTATION D'UREE A L'ETAT SOLIDE EN PROVENANCE DE L'EX-REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

### Demande de consultations présentée par la Communauté européenne

La communication ci-après, reçue le 28 novembre 1996 et adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente des Etats-Unis, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, la Communauté européenne demande l'ouverture de consultations avec les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la question ci-après:

### **Droits antidumping imposés sur les exportations d'urée à l'état solide de l'ex-République démocratique allemande; clôture du réexamen pour changement de circonstances et poursuite de la procédure sous la forme d'un réexamen administratif des droits antidumping.**

1. Le 1er mai 1995, le Département du commerce des Etats-Unis a publié les résultats provisoires d'un réexamen pour changement de circonstances, engagé en février 1992 et destiné à évaluer l'impact de la réunification de l'Allemagne sur l'Ordonnance de 1987 portant imposition de droits antidumping sur l'urée à l'état solide en provenance de l'ex-RDA. Bien que le Département du commerce ait décidé de ne pas étendre l'application des droits aux expéditions en provenance de l'ensemble de l'Allemagne réunifiée, il a maintenu l'application de l'Ordonnance à l'égard des cinq "Länder" qui constituaient auparavant le territoire de la RDA (les "cinq Etats"). Le Département du commerce a simultanément engagé un réexamen administratif pour changement de circonstances concernant les expéditions en provenance de ces cinq Etats à seule fin de fixer un nouveau taux de dépôt en espèces en utilisant une analyse d'économie de marché pour déterminer la valeur normale. Ce réexamen a été clos en mars 1996 du fait de l'absence de livraisons d'urée à l'état solide en provenance du territoire de l'ex-RDA.

2. Le 30 mai 1996, le Département du commerce a engagé un autre réexamen pour changement de circonstances concernant les expéditions effectuées après le 1er mai 1995 et avant le 31 mai 1996. Pendant cette période, une seule livraison a été effectuée par l'unique producteur d'urée à l'état solide des "cinq Etats". Par la suite, des questionnaires ont été envoyés et l'exportateur, SKW, a pleinement coopéré à la procédure.

Toutefois, le 20 septembre 1996, le Département du commerce a clos ce réexamen pour changement de circonstances sans prendre de décision finale. Dans le même temps, il a procédé à un réexamen administratif qui avait été engagé à la demande de requérants le 15 août 1996. Le Département du commerce justifie ces décisions par le fait que les deux réexamens se recoupent dans une large mesure et que, dans les deux cas, l'analyse à effectuer est pour l'essentiel la même. Il est toutefois important de noter que, en vertu de la législation des Etats-Unis, le Département du commerce ne paraît pas être habilité à abroger une ordonnance antidumping sur la base d'un seul réexamen administratif: trois réexamens successifs confirmant l'absence de dumping sont apparemment nécessaires pour qu'une telle abrogation soit possible.

3. La Communauté européenne est très préoccupée par cette manière d'agir. Les décisions susmentionnées prouvent que les Etats-Unis ne sont pas disposés à prendre en compte les changements radicaux qui se sont produits avec la réunification de l'Allemagne.

En maintenant l'Ordonnance à l'égard des cinq Etats de l'ex-RDA, le Département du commerce n'a pas tenu compte, *de jure* et *de facto*, de l'intégration complète des nouveaux Etats dans la République fédérale d'Allemagne réunifiée ni, par là même, de l'intégration économique des sociétés de ces nouveaux Etats dans l'économie de marché allemande.

La décision de ne pas prendre en compte la transformation complète, sur un territoire, d'une économie qui n'était pas de marché en une économie de marché, ni la privatisation complète des entreprises exportatrices constitue une violation de l'obligation incombant aux Etats-Unis au titre de l'article 11 de l'Accord. Le réexamen administratif ne peut avoir pour résultat qu'un nouveau calcul du taux de dépôt et n'est pas, comme cela serait justifié, le type de réexamen qui devrait entraîner une abrogation complète de l'Ordonnance si aucun dumping n'est constaté. Il s'ensuit que le Département du commerce refuse à l'exportateur visé le droit de démontrer qu'en raison d'une modification de sa structure et de son environnement économiques, ses ventes à l'exportation ne sont pas (ou ne sont plus) réalisées à des prix de dumping et que cette démonstration devrait donc entraîner une abrogation de l'Ordonnance antidumping.

Au lieu de cela, le Département du commerce est seulement disposé à calculer un nouveau taux de dumping qui, même s'il était nul, n'entraînerait pas par une abrogation de l'Ordonnance, laquelle serait maintenue comme si les circonstances n'avaient pas notablement changé, bien que la note de bas de page de l'article 11.2 indique clairement que le simple fait de recalculer une marge dans le cadre d'un réexamen administratif ne constitue pas en soi un réexamen au sens de l'article 11.

4. En tout état de cause, la division du territoire d'un signataire de l'Accord est en contradiction avec l'article 9.2 dudit accord, aux termes duquel, lorsque des mesures antidumping sont instituées, les autorités doivent faire connaître le nom du fournisseur et/ou du pays en cause. La conclusion qui s'impose est que les droits sont applicables aux importations en provenance de pays et non pas de régions ou d'autres parties d'un pays.

5. En outre, il apparaît que le service des douanes des Etats-Unis, depuis la décision provisoire du 1er mai 1995, continue à suspendre la liquidation en douane des expéditions du produit en cause de tous les exportateurs situés sur le territoire de l'ex-République fédérale d'Allemagne. La suspension de la liquidation doit être considérée comme une mesure provisoire et la Communauté souhaiterait que les Etats-Unis expliquent sur quelle base légale de telles mesures sont imposées.

6. Plus de cinq ans se sont écoulés depuis l'unification de l'Allemagne et la privatisation de l'exportateur en cause, durant lesquels les Etats-Unis ont constamment refusé que le changement de circonstances soit pris en compte dans le cadre d'un réexamen approprié pour changement de

circonstances. C'est pourquoi la Communauté européenne demande l'ouverture de consultations sur cette question.

La Communauté européenne se réserve le droit de soulever tout autre point concernant cette affaire au cours des consultations à venir.

La Communauté considère qu'il s'agit d'une affaire urgente et demande en conséquence que les consultations aient lieu dans les meilleurs délais.